

Sensibiliser aux droits de l'homme par le sport :

En 2002, les jeunes ont participé à la sensibilisation aux droits de l'homme en organisant le premier "Sommet des jeunes pour les droits de l'homme" dans le cadre du "Multathlon européen pour les droits de l'Homme". Celui-ci a consisté en cinq semaines de concours athlétiques sur 4 000 km au travers de neuf pays afin d'attirer l'attention du public sur l'importance de protéger et de préserver les droits de l'homme. Dans chaque ville, les jeunes ont rejoint les athlètes afin de promouvoir la tolérance en éduquant les enfants et les adolescents sur les dispositions de la Déclaration des droits de l'homme.



Dans ce contexte, la Division des droits de l'Homme prête une attention particulière aux droits de toutes catégories, et aux besoins spécifiques des femmes, des enfants, des minorités, des personnes déplacées et des autres groupes vulnérables. Au sein de l'ONUCI, cette Division joue un rôle de conseil auprès du Représentant Spécial du Secrétaire général sur les questions relevant des droits de l'homme.

TÂCHES

Parmi les tâches assignées à la Division des droits de l'homme, conformément au mandat fixé par la résolution 1528 (2004), les plus importantes ont trait à :

- * l'observation, la vérification et la préparation de rapports sur la situation des droits de l'homme sur l'ensemble du territoire;
- * l'intervention auprès des autorités locales et nationales pour assurer la protection des civils et des groupes vulnérables ;
- * l'assistance technique et la coopération avec les instances nationales en matière de renforcement des capacités dans le domaine des droits de l'homme;
- * l'assistance à la mise en place et au fonctionnement de la Commission nationale des Droits de l'homme;

PARTENARIATS

Dans le cadre de son mandat, la Division des Droits de l'Homme travaille en partenariat avec une série d'acteurs au premier rang desquels le Gouvernement de réconciliation nationale, de nombreux ministères, des institutions gouvernementales ainsi que l'Assemblée nationale, la Commission des droits de l'homme, les organisations de la société civile, les organisations non gouvernementales nationales et internationales, les agences des Nations Unies en Côte d'Ivoire, de même que les agences de coopération bilatérales et multilatérales.



ONUCI

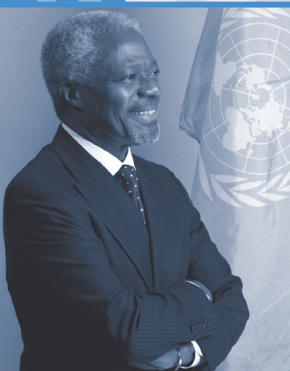
Numéro
00

LA JOURNÉE INTERNATIONALE DES DROITS DE L'HOMME

10 DÉCEMBRE 2004

Ces droits comprennent le droit à la santé, le droit à l'instruction, le droit à l'alimentation, le droit au logement, le droit de se marier et de fonder une famille, le droit de participer à la vie publique, et le droit de ne pas être torturé, ni arrêté ou détenu de façon arbitraire, c'est-à-dire les droits dont chacun doit jouir pour vivre à l'abri du besoin et de la peur.

Aujourd'hui, l'Assemblée générale célèbre la fin de la Décennie des Nations Unies pour l'éducation dans le domaine des droits de l'homme (1995-2004) en tenant une séance plénière au cours de laquelle elle examinera une recommandation tendant à l'établissement d'un Programme mondial pour l'éducation dans le domaine des droits de l'homme. Au cours des trois premières années, de 2005 à 2007, ce programme serait axé sur l'enseignement primaire et secondaire et aurait pour but de donner une plus grande place aux droits de l'homme dans les programmes scolaires, de faire changer les méthodes d'enseignement et, surtout, d'améliorer les conditions dans lesquelles l'enseignement est dispensé.



MESSAGE

Kofi Annan

Secrétaire Général des Nations Unies

Chaque année, la Journée internationale des droits de l'homme nous rappelle les problèmes qui subsistent chez nous et ailleurs dans le monde en matière de droits de l'homme, et les efforts énormes qu'il faut encore faire pour que ces droits deviennent une réalité pour tous.

L'éducation aux droits de l'homme doit absolument faire partie de ces efforts pour que les nouvelles générations connaissent leurs droits inaliénables et sachent comment s'en prévaloir et les défendre.

L'éducation aux droits de l'homme est bien plus qu'un sujet de leçon ou que le thème d'une journée: c'est un processus qui vise à ce que chacun soit équipé pour vivre sa vie dans la sécurité et la dignité. En cette Journée internationale des droits de l'homme, continuons ensemble à faire le nécessaire pour que les générations futures aient une culture des droits de l'homme, et à promouvoir la liberté, la sécurité et la paix dans tous les pays ■

DÉCLARATION UNIVERSELLE DES DROITS DE L'HOMME

Article 19

Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit.



La mission de la Division des droits de l'homme est de contribuer à la promotion et à la protection des Droits de l'homme en Côte d'Ivoire dans le contexte de la crise actuelle et en tenant compte des normes internationales telles que définies dans les traités internationaux, et autres instruments de référence.



Publié par le Service de l'Information de l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONUCI)

Cocody, Rue B 36 • Route du Lycée Technique - 08 BP 588 Abidjan 08 - Côte d'Ivoire
Tél : +225 22 48 33 00 • Fax : +225 22 48 33 20



ECOUTEZ ONUCI FM. LA FREQUENCE DE LA PAIX.

Pour Vous, Avec Vous.

INTERVIEW – M. SIMON MUNZU Directeur de la Division des Droits de l'Homme de l'ONU

Le thème de la journée pour cette année est l'éducation sur les droits de l'homme. Quel est l'intérêt de ce thème en Côte d'Ivoire ?

L'intérêt de ce thème en Côte d'Ivoire est le même que dans le reste du monde. Comme le souligne si bien le Secrétaire Général à l'occasion de cette journée, l'éducation aux droits de l'homme fait partie de ces efforts que nous menons pour que les nouvelles générations connaissent leurs droits, sachent comment s'en prévaloir et comment les défendre. Vous savez, l'on ne peut se prévaloir de ses droits si l'on les ignore, ou si l'on n'est capable de les défendre. Alors l'éducation aux droits de l'homme est un processus qui vise à ce que chacun soit équipé pour vivre sa vie dans la sécurité et la dignité. Enfin, il y a des mesures à prendre pour que les générations futures aient une culture des droits de l'homme pour promouvoir la liberté, la sécurité et la paix dans tous les pays, y compris la Côte d'Ivoire.



Quels sont les principaux problèmes des droits de l'homme auxquels vous faites face ici en Côte d'Ivoire ?

La meilleure façon d'évoquer les problèmes auxquels nous faisons face est de voir quelles sont les atteintes qui sont portées aux droits des citoyens en Côte d'Ivoire.

Nous relevons, par exemple, les atteintes à la vie à travers des assassinats, les atteintes aux droits à l'intégrité physique de la personne à travers des arrestations et détentions arbitraires, l'atteinte aux droits à l'information et à la liberté d'expression, par la destruction des organes de presse, les menaces de détentions ou d'arrestations arbitraires auxquels les journalistes et d'autres acteurs de la communication sont confrontés.

Sur le plan économique, nous déplorons les atteintes aux droits à la propriété, qui se manifestent sous plusieurs formes : la destruction des biens lors des pillages, des casses, des conflits fonciers à travers les pays etc...



L'absence d'institution et de mécanisme de recours tels que les tribunaux (comme, vous le savez, dans une grande partie du pays, la justice ne fonctionne pas notamment au Nord) et le non fonctionnement jusqu'à présent de la commission des droits de l'homme, constituent aussi un problème. Il y a des difficultés liées aux demandes de protection parce que de plus en plus ces derniers temps, l'ONUCI reçoit des gens qui viennent nous faire part du fait qu'ils se sentent menacés dans leur vie, dans leur intégrité physique et qui demandent à être protégés. Mais l'ONUCI très souvent n'a pas les moyens matériels en terme de locaux, de capacité d'accueil qui permettront d'accéder à toutes ces demandes.

Quels rapports entretenez-vous avec les organisations des droits de l'homme en Côte d'Ivoire ?

Nous considérons les ONG des droits de l'homme implantées à travers le pays, comme étant nos premiers partenaires, je dirais même nos partenaires privilégiés.

Vous savez, à l'ONUCI nous sommes conscients du fait que nous ne pourrions pas travailler seuls pour l'amélioration des conditions des droits de l'homme en Côte d'Ivoire. C'est un travail de partenariat et parmi nos partenaires, il y a surtout la société civile (les ONG) ; Ainsi, nous attachons beaucoup d'importance à nos relations avec les ONG parce que nous estimons que nous devons travailler ensemble. D'abord pour renforcer leur capacité, pour mener à bien leur œuvre de promotion et de protection des droits de l'homme ; mais aussi pour nous appuyer dans la réalisation du programme d'activités de l'ONUCI dans le domaine des droits de l'homme. C'est pour cela que nous avons institué une rencontre hebdomadaire dans le cadre du groupe sectoriel de protection auquel une vingtaine d'ONG des droits de l'homme participent à l'ONUCI tous les jeudis.

Ces réunions nous permettent de faire le point sur la situation des droits de l'homme à travers tout le pays en se basant sur nos multiples sources d'informations. Cela permet de faire en sorte que l'appréciation de la situation des droits de l'homme en Côte d'Ivoire ne dépendent pas seulement des informations rassemblées par l'ONUCI, mais aussi de l'œuvre collective de tous nos partenaires.

LES JEUNES ET LES DROITS DE L'HOMME : MIEUX LES INFORMER POUR QU'ILS SOIENT A L'AVANT-GARDE

Face aux violations des droits de l'homme, aux humiliations, les jeunes ont souvent tendance à rester muets, à ne pas agir, de peur de subir des représailles ou d'être confrontés à des réactions hostiles, faute de confidentialité. Pourtant, les jeunes devraient être au cœur de l'action en matière de promotion et de défense des droits de l'homme dans la mesure où il s'agit avant tout de bâtir un monde plus juste et plus sûr pour les futures générations.

« Pour moi, parler de droits de l'homme c'est avant tout parler de liberté totale, de liberté d'expression, c'est me sentir libre dans la vie », nous confie Zanga, un jeune ivoirien de 30 ans, qui déplore le nombre trop élevé « d'injustices qui frappent avant tout les jeunes dans ce monde ». En effet, du Liberia à la Sierra Leone, la sous région n'a-t-elle pas témoigné des exactions en tous genres dont sont victimes les jeunes, de l'enrôlement forcé des jeunes filles comme esclaves sexuelles dans les situations de conflits armés, à l'intégration de force des jeunes combattants dans les groupes armés où ils apprennent très tôt à tuer et à violer.

« Les séquelles sont indescriptibles, car beaucoup de jeunes ont perdu leur jeunesse et leur avenir dans ces situations de conflits armés », témoigne Francis Kabina, Volontaire des Nations Unies (VNU) en Sierra Leone et spécialiste des traumatismes et de la réintégration dans la communauté des jeunes qui ont été profondément affectés par la guerre qui a ravagé ce pays durant plusieurs années. « Il sera difficile aujourd'hui d'expliquer à ces jeunes ce que signifient les droits de l'homme », ajoute Francis, qui admet toutefois que chaque année, la commémoration, le 10 décembre, de la Journée internationale des droits de l'homme, permet de rappeler au monde entier le chemin qui reste à parcourir afin de faire de cette notion une valeur universellement respectée.

« Cette commémoration devrait permettre une meilleure sensibilisation de la population mondiale aux problèmes des droits de l'homme », affirme Jean-Claude, 29 ans, avant d'ajouter que l'éducation aux droits de l'homme dans le monde où l'on vit est cruciale et que chaque être humain, où qu'il se trouve et quelque soit sa condition sociale, devrait être informé de ses droits ».

DECLARATION UNIVERSELLE DES DROITS DE L'HOMME

Article 12

Chacun peut se prévaloir de tous les droits et de toutes les libertés proclamés dans la présente Déclaration, sans distinction aucune, notamment de race, de couleur, de sexe, de langue, de religion, d'opinion politique ou de toute autre opinion, d'origine nationale ou sociale, de fortune, de naissance ou de toute autre situation.

